

à propos

Le magazine de
KOFF pour la
promotion de la paix



Prévention de la violence et promotion de la paix

swiss
peace

Schweizerische Friedensstiftung
Fondation suisse pour la paix
Fondazione svizzera per la pace
Swiss Peace Foundation

1

Deux facettes de l'approche suisse pour la prévention de la violence

point fort

2

Prévention de la cyberviolence sexiste en Palestine

dossier

Violences policières au Brésil

Un syndicat pour la transformation des conflits

Colombie – Promouvoir la paix avec dignité

Mali – charte des radios pour la cohésion sociale et la paix

L'importance de l'éducation à la paix

3

40 ans d'intervention non-violente en zones de conflit

pour aller plus loin

Vers un changement de paradigme

4

École d'été: «Ukraine – Opportunities and Challenges for Dialogue» (cours virtuel, 5 jours)

actualité

«Masculinities, Marginalization, Militarism» (cours virtuel, 6 demi-journées)

5

calendrier

Événements et nouvelles

editorial

À quels types de violence les acteurs et actrices de la paix sont confronté·e·s dans les contextes affectés par des conflits? Comment peuvent-ils-elles la prévenir ou y répondre de façon pacifique?

De nombreux événements passés démontrent que les réponses des forces de sécurité ne sont souvent ni efficaces ni appropriées.

Dans ce numéro d'à propos, les membres du KOFF et leurs partenaires nous font part de leur propre conception d'une culture de la non violence et de la paix. Certain·e·s se concentrent sur la cohésion sociale et l'inclusion, d'autres plaident pour la protection des droits de l'homme ou pour l'éducation à la paix, et d'autres encore protègent celles et ceux qui agissent.

Je vous souhaite une agréable lecture.

Sanjally Jobarteh, rédactrice du magazine de KOFF

La plateforme suisse pour la promotion de la paix KOFF publie le magazine sur la paix « à propos ». Ce faisant, elle crée une plateforme pour les différentes expériences et perspectives de ses membres et partenaires. Les articles du magazine reflètent uniquement les opinions des auteurs et non celles de KOFF ou de swisspeace.

point fort

Deux facettes de l'approche suisse pour la prévention de la violence



Camp de réfugiés en Syrie. SDC

La violence: la partie émergée de l'iceberg de la fragilité

Perspective de la Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Si nous considérons la violence comme la partie émergée de l'iceberg de la fragilité, prévenir la violence signifie s'attaquer aux problèmes de fragilité de l'ensemble de l'iceberg : des problèmes comme le manque de cohésion sociale et de perspectives, le manque de responsabilité de l'État et de ses institutions, un niveau élevé de corruption, d'exclusion et d'injustice sont tous susceptibles de provoquer des violences. Par violence, on entend la violence domestique, sexuelle ou sexiste, la violence criminelle ainsi que celle des bandes, et la violence à motivation idéologique ou politique. Ces problèmes de fragilité peuvent aboutir à une violence extrémiste. Ces dernières années, le thème de la prévention de l'extrémisme violent a retenu l'attention d'acteurs et de décideurs internationaux. Il a suscité d'importantes discussions politiques et adaptations opérationnelles visant à élaborer des stratégies de prévention. Dans le même temps, la prévention de la violence (en général) est devenue une priorité de la coopération internationale.

La fragilité, les conflits et la violence constituent des défis majeurs qui menacent de ralentir ou de faire échouer les progrès en matière de développement. Les conflits et la

violence affectent négativement la vie de millions de personnes et sont à l'origine de la plupart des besoins humanitaires dans le monde (déplacement de personnes, destruction des moyens d'existence et anéantissement des possibilités de croissance, de développement et de prospérité). Pour la DDC, affronter ces défis constitue une priorité stratégique. L'implication croissante de la Suisse dans des régions fragiles ou touchées par les conflits appelle un engagement durable associé à une approche modulable, ainsi qu'une compréhension parfaite de la fragilité dans tous ses aspects et toute sa complexité.

Les approches de prévention et de transformation des conflits et de la violence visent à prévenir et à transformer, par des moyens pacifiques, les conflits politiques et sociaux. L'un des moyens d'y parvenir est de promouvoir des sociétés pacifiques, justes et inclusives (Agenda 2030, ODD 16+). Pour transformer ou prévenir violence et conflits, il ne suffit pas de veiller à ce que les crises n'éclatent pas. Il est aussi nécessaire de s'attaquer aux causes profondes des tensions, afin de « sortir de la fragilité » et de prévenir une répétition de cette violence. La défense d'une société forte qui incarne des valeurs démocratiques et renforce une bonne gouvernance est un facteur essentiel de transformation des conflits et de la violence.

L'objectif est de rompre les cycles récurrents de violence par le traitement des causes profondes des conflits et la prise en compte des facteurs de construction de l'État afin de parvenir à une bonne gouvernance, à l'État de droit, à la protection des citoyens et au respect des droits humains, et de promouvoir ainsi une prévention et une transformation constructives des conflits et de la violence. Afin de garantir l'adéquation de nos interventions avec les facteurs de fragilité, de conflit et de violence, les théories du changement dans les régions fragiles et touchées par conflits doivent être explicitement en lien avec une analyse du contexte, du conflit et de l'économie politique.

L'extrémisme violent dans les contextes fragiles ne peut être clairement distingué des autres formes de violence. L'absence d'une définition internationale reconnue, sa nature politique – et donc sensible – au niveau national et international, et la multiplicité des acteurs impliqués sont autant d'éléments qui s'ajoutent à sa complexité. La DDC, lorsqu'elle aborde l'extrémisme violent, le fait à la fois comme une cause et un effet de la fragilité, avec une compréhension plus large de la dynamique des conflits, des implications en matière de droits humains et des risques potentiels.

Interroger l'extrémisme violent et les réponses qu'il suscite

Perspective de la division paix et droits de l'homme (DPDH) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Depuis la nuit des temps, la réponse gouvernementale à la violence des rebellions armées repose d'abord sur la tentation de l'usage de la force. Il s'agit d'éteindre rapidement le feu et les pompiers (c'est à dire les forces armées) sont envoyés les premiers.

Les scénarios sont répétitifs : populations discriminées ou abandonnées, tant politiquement qu'économiquement (surtout celles qui se trouvent loin des capitales), accumulation des mécontentements, exploitation des tensions par différents groupes intéressés au renversement de l'ordre établi, violences, répressions, spirale de violences

sans fin.

Le monde s'est comporté exactement de cette manière face à l'extrémisme violent jusqu'au milieu de la décennie passée. A ce moment-là, le Secrétaire général des Nations Unies a réagi avec force : il s'agit de s'attaquer aux causes (et non aux effets) de cette violence, en allant à la rencontre des populations directement concernées. Les gouvernements, les armées, les politiciens, les intellectuels, les médias, la société en général sont collectivement responsables de cette violence. C'est donc à eux de répondre ensemble à la menace extrémiste, non pas en essayant seulement d'éliminer ceux qui propagent cette violence, mais en s'efforçant de supprimer les déséquilibres qui la nourrissent. Ensemble ? Voilà la difficulté, mais voilà aussi la solution.

La Suisse a été un des premiers pays à suivre cet appel. Elle a lancé dès 2016 un programme de prévention de l'extrémisme violent en Afrique et au Moyen-Orient, et n'a cessé depuis lors de plaider pour une approche politique et sécuritaire globale qui prenne d'abord en compte la population (ce qu'on appelle la sécurité humaine). Elle a multiplié les rencontres, une cinquantaine, entre responsables locaux, nationaux et internationaux. Elle a fait se croiser les regards des forces armées, des ministres, des jeunes, des femmes, des journalistes, des hauts fonctionnaires, dans une trentaine de pays. Plus de 2000 personnes ont participé à cet effort de dialogue, souvent surprenant pour elles.

Car c'est bien de dialogue qu'il s'agit. Partant de la conviction bien helvétique, qu'il y a toujours des solutions pour ceux qui veulent écouter et se parler, le DFAE s'est approché de divers milieux confrontés à la violence extrême à travers des rencontres transfrontalières, trans-générationnelles, d'opinions divergentes, de provenances culturelles et géographiques multiples. A chaque fois, il s'agissait de susciter des interrogations et des remises en question de la part de celles et ceux qui ne voyaient pas d'autres issues que celles qu'ils-elles connaissaient déjà.

Mais que sont devenues ces prises de conscience une fois chacun ·e rentré chez soi? Comment cette culture de l'échange et de l'acceptation de l'autre, qui mène à la paix, s'est-elle concrétisée dans les politiques et les décisions individuelles des participant ·e ·s, car c'est bien là l'enjeu de ce programme. Le DFAE, pour le savoir, vient d'entreprendre une enquête à ce sujet dont elle publiera bientôt les résultats.

[Département fédéral des affaires étrangères \(DFAE\)](#)

Barbara Affolter

conflictandhumanrights@eda.admin.ch

Spécialiste conflits et droits de l'homme, Direction du Développement et de la Coopération (DDC)

[Département fédéral des affaires étrangères \(DFAE\)](#)

Carol Mottet

carol.mottet@eda.admin.ch

Senior Advisor, Division Paix et droits de l'homme (DPDH)

[links](#)

- Direction du Développement et de la Coopération (DDC)
- Division Paix et droits de l'homme (DPDH)
- Prévention de l'extrémisme violent

dossier

Prévention de la cyberviolence sexiste en Palestine



Video "Rana's story" (www.besafe.ps)

La crise sanitaire mondiale augmente le temps que nous passons en ligne. Confinements, quarantaines et politiques d'auto-isolément accroissent jusqu'à 70% l'utilisation d'Internet. Alors que de nombreux rapports font état d'une augmentation des violences domestiques liées à la pandémie, la multiplication des faits de violence basée sur le genre dans l'espace numérique demeure quelque peu occultée. Ces derniers étaient pourtant fréquents avant l'émergence de la covid-19. Il est de plus en plus admis que cette violence s'inscrit dans le contexte plus large de la discrimination systémique basée sur le genre et qu'elle trouve ses racines dans les inégalités structurelles et les déséquilibres des rapports de force.

À l'échelle mondiale, les craintes se multiplient au sujet des violations des droits humains liées aux technologies de l'information et de la communication (TIC), en particulier en matière d'intelligence artificielle, de droit à la vie privée, de liberté d'expression, de non-discrimination ou de discours haineux. La Palestine et Israël n'échappent pas à la règle. «Nombre de Palestinien-nes se heurtent de plus en plus à des limitations et des violations de leurs droits humains en ligne», écrit 7amleh, le Centre d'avancement des médias sociaux arabes. L'ONG, qui défend les droits numériques palestiniens, a observé sur les

réseaux sociaux une recrudescence du racisme et des messages de haine envers la population palestinienne en 2020. Une récente étude montre également l'ampleur du phénomène de violence en ligne basée sur le genre en Palestine et en Israël.

Femmes de Paix Autour du Monde (PWAG) a observé à plusieurs reprises une multiplication des violations des droits humains dans l'espace numérique, notamment des actes de violence basés sur le genre dans son réseau. PWAG se donne pour mission de faire progresser la participation des femmes et Internet compte parmi les espaces où une participation et un accès sûrs doivent être garantis. Dans le contexte palestinien, où les espaces physiques sont fragmentés et limités, il est particulièrement crucial de sauvegarder un espace numérique autorisant l'activisme et sûr pour les femmes.

PWAG et l'ONG palestinienne Women and media development (TAM) ont pour objectif de contribuer à la diminution de la violence basée sur le genre. TAM a commencé à s'engager dans la prévention il y a quelques années. Après une étude préliminaire, les deux organisations ont mis au point plusieurs projets pour répondre aux besoins des femmes en matière de violence en ligne basée sur le genre, par exemple au travers d'un site Internet d'information et d'une assistance téléphonique.

Dans le cadre de notre projet «To be safe», TAM lutte contre les causes de la violence en ligne basée sur le genre en renforçant les compétences et en mettant en place des ateliers de sensibilisation. Les équipes enseignantes ainsi que le personnel des services sociaux qui travaillent dans les écoles palestiniennes des régions de Bethléem et d'Hébron apprennent à soutenir les personnes ayant subi des actes de violence en ligne basée sur le genre et à aborder le sujet avec leurs élèves. Leur mission consiste également à enseigner les compétences nécessaires pour préserver vie privée et sécurité numériques. Le projet inclut en outre la possibilité, pour les élèves, de planifier et de mettre en œuvre des initiatives par leurs propres moyens, afin de continuer à éveiller les consciences dans leur entourage.

Débanaliser la violence en ligne basée sur le genre et apprendre aux jeunes à protéger leur vie privée numérique ainsi qu'à gérer les violences potentielles contribue à la prévention de la violence en ligne basée sur le genre. Car notre objectif est le suivant: garantir qu'Internet soit un espace sécurisé pour les femmes et toutes les personnes, quels que soient leur genre et leur sexualité.

[PeaceWomen Accross the Globe \(PWAG\)](#)

Andrea Filippi

andrea.filippi@1000peacewomen.org

Program & Advocacy

links

- [PeaceWomen Accross the Globe \(PWAG\)](#)
- [TAM](#)
- [UN Women \(2020\): Online and ICT* facilitated violence against women and girls during COVID-19 \(en anglais\)](#)
- [7amleh \(2020\): Know Your Digital Rights: Towards a Safe, Fair & Free Palestinian Digital Space. \(en anglais\)](#)

- [Kvinna till Kvinna & 7amleh \(2018\): A Violent Network: Gender-Based Violence Against Palestinian Women in Virtual Space \(en anglais\)](#)

dossier

Violences policières au Brésil



Black Lives Matter, June 2020, Cipo

L'an passé, la mort violente de George Floyd a fait descendre des centaines de milliers de personnes dans la rue et a donné, dans le monde entier, un l'élan aux manifestations du mouvement Black Lives Matter. Les violences policières sont également une réalité quotidienne dans les quartiers pauvres du Brésil. Pourtant, la résistance s'accroît dans la population. Des mouvements populaires combattent la violence structurelle et le racisme.

En 2019, les forces brésiliennes de sécurité ont tué 6 357 personnes. Le nombre de morts dus aux violences policières s'est accru pour la sixième année consécutive. D'après le classement de l'ONU DC (Office des Nations Unies contre la drogue et le crime), les homicides causés par la police sont quatre fois plus nombreux qu'aux États-Unis.

Jair Bolsonaro légitime le recours excessif à la violence des forces de sécurité. Par son discours incendiaire, le président d'extrême-droite incite la police à « abattre » tous les « bandits ». Les victimes de ces violences policières sont pour la plupart des hommes pauvres et noirs. 55 pour cent d'entre elles sont âgées de 15 à 25 ans.

L'une des raisons pour lesquelles ces crimes perpétrés ou tolérés par l'État se produit est l'acceptation sociale de la violence, qui trouve ses racines dans l'histoire de l'esclavage.

Jusqu'à présent, l'histoire de la discrimination et de l'exploitation systématique n'a pas été

suffisamment confrontée et jette son ombre sur les structures sociales actuelles. Le racisme structurel persiste dans les structures sociales inégales. Les pratiques de la justice pénale et de la violence policière contribuent à la perpétuation des mécanismes d'exclusion sociale. Au lieu de s'attaquer aux causes profondes de cette violence, le gouvernement Bolsonaro mène une politique d'une "main de fer".

Le discours politique qui prévaut en matière de sécurité est le suivant : seuls les moyens les plus violents permettront de vaincre les criminels et le trafic de drogue. En conséquence, les gens ferment souvent les yeux devant les actes violents de la police, et une impunité quasi-parfaite règne. Le recours à la violence meurtrière apparaît souvent comme le prix à payer pour la sécurité.

Avec de puissantes armes de guerre, les policiers livrent, sur ordre de l'État, une « guerre contre la drogue et les criminels », se faisant souvent justice eux-mêmes et sont parfois même directement impliqués dans des activités criminelles. Lors de leurs interventions dans les favelas, ils font fréquemment des victimes collatérales parmi les passant·e·s, souvent aussi des enfants ou des jeunes. En 2020, dans la seule ville de Rio de Janeiro, soixante-deux enfants ont été victimes de ricochets lors d'échanges de tirs, avec en conséquence le décès de vingt-six d'entre eux.

Contre l'impunité

Dans les favelas de Salvador et de Recife où des organisations locales s'attaquent aux racines de la violence par des programmes sociaux pour la jeunesse, les partenaires d'un projet de terre des hommes suisse documentent les conséquences fatales de cette politique de sécurité répressive et militarisée. Les acteurs combattent l'impunité des crimes violents de la police. Les groupes de jeunes de l'organisation partenaire CIPÓ analysent les causes structurelles de la violence, et développent ensemble des approches sans violence pour se défendre contre la stigmatisation au quotidien.

La vidéo suivante illustre comment des mères dont les fils ont été tués par la police s'organisent dans l'ensemble du Brésil et réclament justice.

L'opiniâtreté des jeunes de la CIPÓ, qui protestent publiquement contre l'impunité de l'arbitraire policier et des actes illégaux de violence commis par la police, a été partiellement récompensée : Les jeunes militants ont été entendus au parlement de l'État de Bahia et ont pu réclamer une commission d'enquête sur des cas de violence policière.

D'où proviennent les armes ?

En association avec terre des hommes allemande, terre des hommes suisse a commandé une étude afin de déterminer dans quelle mesure l'équipement des forces de police ayant manifestement commis de graves violations des droits humains correspond à des exportations d'armes suisses. Cette analyse approfondie avec plusieurs exemples de cas de violence policière sera publiée en mai 2021.

[Terre des hommes suisse](#)

Andrea Zellhuber

andrea.zellhuber@terredeshommes.ch

Responsable prévention de la violence

links

- [Commerce des armes _ terre des hommes suisse \(en anglais\)](#)
- [Statistique sur les violences policières en Amérique latine \(en espagnol\)](#)
- [Magazine de terre des hommes suisse \(en allemand\)](#)
- [Vidéo sur les violences policières au Brésil \(en portugais/allemand\)](#)

dossier

Un syndicat pour la transformation des conflits

Image not found or type unknown



Des employées domestiques au Salvador exigent une culture de la non-violence lors d'une manifestation le 8 mars et la promeuvent également au sein de leur syndicat. Pont - Le pont

À l'échelle mondiale, le Salvador enregistre l'un des taux les plus élevés de violences et de féminicides. Ceux-ci concernent notamment le personnel de maison, par ailleurs exposé à la discrimination sur son lieu de travail. Au sein du syndicat Simuthres, près de 350 femmes militent pour leurs droits et s'engagent pour l'instauration d'une culture de la non-violence.

Au Salvador, le personnel de maison est plus exposé qu'ailleurs aux violences sexistes contre les femmes, vit souvent dans des quartiers contrôlés par des bandes et est exploité par les personnes qui les emploient. C'est dans ce contexte que Brücke · Le pont soutient un syndicat d'employées de maison, le *Sindicato de mujeres trabajadoras del hogar remuneradas salvadoreñas* (Simuthres). Ce projet collectif milite pour l'amélioration des conditions de travail et de vie des travailleuses domestiques. Celles-ci bénéficient de formations et d'une assistance juridique et psychologique qui leur apprend à défendre leurs droits d'humain et de travailleuse. Le syndicat organise par ailleurs des campagnes de sensibilisation et des alliances pour promouvoir les droits du personnel de maison auprès des institutions étatiques.

La gestion des conflits internes

Afin de mener à bien ces projets, le syndicat doit disposer d'une solide organisation interne et présenter un front uni aux interlocuteurs et interlocutrices extérieur·e·s. Cela n'a rien d'évident au vu de sa structure: il s'agit d'une organisation de base où chaque employée apporte son expérience personnelle et complexe de la violence et de la discrimination. La plupart d'entre elles n'ont jamais collaboré au sein d'un groupe. Depuis la création du syndicat en 2014, les membres ont fait un important travail collectif d'apprentissage. Elles ont réalisé qu'en plus de leurs tâches principales, elles doivent investir du temps et des ressources dans la création d'un environnement de travail interne sain.

Aujourd'hui, ces femmes organisent régulièrement des ateliers sur la transformation des conflits, lors desquels elles parlent de stratégies de résolution des conflits internes, de communication non violente et assertive, d'indépendance et de bien-être émotionnels et

des relations humaines. Elles ont également fixé ensemble les règles de leur collaboration, basées sur le respect mutuel et le consensus. Pour ce faire, les membres du comité directeur ont dû fluidifier leur communication interpersonnelle, ainsi que celle avec les membres du syndicat et les nouvelles recrues bénéficient d'un accompagnement individuel pour favoriser au maximum leur intégration.

Syndicalistes ou citoyennes, des femmes qui s'affirment

Les différents domaines d'action de Simuthres se renforcent mutuellement: grâce aux formations sur le genre et le droit du travail, les membres du syndicat appréhendent mieux la dimension structurelle des violences faites aux femmes et au personnel de maison, et analysent mieux les expériences de leurs camarades. Encouragées à donner leur avis au sein du syndicat, elles apprennent en même temps à faire valoir leurs droits sur leur lieu de travail et à se défendre contre les abus.

Et parce que leur expérience de la violence est si diverse, il est pour elles essentiel de faire du syndicat un lieu de non-violence. Loin d'être évident, ce projet exige une attention constante. À travers leur engagement, ces femmes promeuvent une culture de la non-violence à différents niveaux.

[Bridge · Le pont](#)

Fabienne Jacomet

fabienne.jacomet@bruecke-lepont.ch

Communication et politique de développement

[links](#)

- [Projet "Abriendo Puertas"/Brücke · Le pont](#)
- [Prévention de la violence et la résolution des conflits/ Brücke · Le pont](#)

dossier

Colombie - Promouvoir la paix avec dignité



Activité de peinture murale et distribution de maïs aux participants dans le village de Palmichal le 24 août 2018. Atucsara

Depuis des décennies, la vie des Colombiens est marquée par la violence. Le conflit armé est ancré dans l'histoire du pays et la signature de l'accord de paix n'a pas permis de mettre un terme à cette violence.

Chaque jour, des informations font état de l'assassinat de personnalités populaires luttant pour leurs droits, d'écologistes protégeant la nature, d'ancien-ne-s combattant-e-s tentant de se réinsérer dans la société, de femmes parce qu'elles sont des femmes et de jeunes parce qu'ils et elles expriment leurs opinions critiques. L'intimidation, l'extorsion et la peur font partie de la vie quotidienne de nombreuses personnes.

La société colombienne oscille entre richesse et pauvreté, avec près de 50 % de la population travaillant de manière informelle. La pandémie, en accentuant les inégalités, a révélé que le pays était encore loin d'avoir éradiqué la pauvreté. Une pauvreté qui, au-delà des pénuries alimentaires, se manifeste aussi dans le manque de liberté d'expression, de participation politique, de perspectives.

Atucsara, organisation partenaire d'Action de Carême, travaille avec des communautés paysannes dans le département du Cauca. Son approche holistique englobe différentes dimensions, de l'amélioration de la production agricole à la participation à la vie politique,

afin de permettre aux membres de la communauté de soumettre leurs idées et de participer aux discussions et aux processus décisionnels. Tout cela n'aurait aucun sens si un travail sur la culture de la paix et l'égalité des sexes n'était mené en parallèle. Cela reviendrait à occulter une dimension importante, celle de la conscience que chaque individu peut contribuer de façon non négligeable à la construction de la paix.

La paix s'enracine dans le passé, les relations humaines et la justice de genre. Elle dépend des intérêts de différents groupes et des conflits qui secouent les régions concernées. En faisant prendre conscience à chaque individu qu'il peut changer sa réalité, le travail d'Atucsara contribue à une culture de la paix.

Les projets de l'association ne consistent pas seulement à transmettre du savoir. Ils permettent par exemple d'accompagner le développement de groupes d'épargne favorisant la confiance et la responsabilité entre les personnes. Ils favorise une réflexion conjointe pour trouver des solutions alternatives à la culture de la coca. Les participant·e·s peuvent soumettre des propositions et des doléances à travers lesquelles ils·elles mènent une réflexion intergénérationnelle sur leurs relations et abordent des sujets sensibles (tels que la violence domestique) ou clivants (tels que la réconciliation et le pardon dans un contexte de conflits). Autant d'éléments qui participent la mise en place d'une coexistence pacifique au sein des communautés.

«Faire advenir la paix, c'est créer des valeurs, respecter les croyances, chercher des stratégies de cohabitation saines et non violentes. C'est savoir comment vivre avec son voisin et montrer l'exemple. C'est être en mesure de comprendre et de démêler la souffrance d'autrui.»

[Atucsara](#)

Oswaldo Palacios

osyamid@gmail.com

Médiateur social

[Action de Carême](#)

Alicia Medina

Responsable de programme

links

- [Atucsara](#)
- [Action de Carême](#)
- [Vidéo "Construire une culture de paix" \(en espagnol\)](#)

dossier

Mali - charte des radios pour la cohésion sociale et la paix



Cérémonie de signature de la charte à la Maison de la presse de Bamako, le 13 février 2021. Studio Tamani/Fondation Hironnelle

Les médias maliens ont profité de la Journée mondiale de la radio, le 13 février dernier, pour adopter une Charte d'Antenne des Radios et Télévisions du Mali. Ce document, élaboré avec le soutien de la Fondation Hironnelle, vise à renforcer le rôle constructif des médias pour la cohésion sociale et pour la paix, dans le contexte de crise que connaît le Sahel.

Les médias sont des intermédiaires qui, s'ils travaillent de manière professionnelle et responsable, peuvent favoriser la communication interactive entre les citoyens, les décideurs, et toutes les composantes de la société. Ils peuvent ainsi permettre une meilleure prise en compte des besoins et des capacités des populations affectées par des conflits. En créant des espaces médiatiques de **dialogue inclusif**, représentatifs de la diversité des points de vues, les médias locaux peuvent mettre en lumière les réalités vécues et aider à dépasser les représentations stigmatisantes. Ils contribuent ainsi à faire diminuer la polarisation de sociétés divisées entre groupes ethniques, religieux ou politiques, et fonctionner comme des catalyseurs d'un espace public plus apaisé.

Dans le but d'aider les médias maliens à mieux jouer ce rôle constructif, en gardant en tête les règles éthiques et professionnelles à respecter, une charte a été initiée et signée à la Maison de la presse de Bamako le 13 février 2021. La cérémonie s'est déroulée sous la présidence de M. Fodié Touré, président de la Haute Autorité de la Communication (HAC) avec à ses côtés, Bandiougou Danté, président de la Maison de la Presse et de l'Union des Radios et Télévisions Libres du Mali (URTEL), et le Représentant national de la Fondation Hirondelle, Martin Faye.

Cette Charte a été inspirée par Studio Tamani, le programme radio créé par la Fondation Hirondelle et l'URTEL au Mali, qui diffuse tous les jours depuis 2013 des informations et émissions de dialogues sur un réseau de 85 radios à travers le pays. La charte précise notamment dans son préambule : *« Pour éviter tout dérapage et toute compromission qui pourraient porter atteinte au vivre ensemble et à la cohésion sociale, il est nécessaire que les agents des radios et des télévisions du Mali, se dotent de règles de bonne conduite spécifiques, indispensables à l'accomplissement de leur mission, en plus de celles auxquelles sont généralement astreints les journalistes. »* Elle décline ensuite 13 articles, correspondant aux engagements des radios et télévisions signataires. Par exemple, l'article 10 indique, sur la contribution des acteurs des médias à la paix : *« L'agent de la radio ou de la télévision prend conscience de la responsabilité particulière qui est la sienne à l'antenne et évite par ses maladresses de mettre en péril la cohésion sociale et l'unité nationale du Mali. Il favorise en tant qu'éducateur et de médiateur, une culture de paix et de cohésion sociale dans ses interventions. »*

Cette Charte doit contribuer à faire des radios et chaînes de télévision un lien social entre les maliens, restaurer la confiance au sein de la société, être un pare-feu contre l'extrémisme, les violences intercommunautaires et la stigmatisation des groupes. Le président de la HAC a souligné lors de la cérémonie de signature que *« cette charte est un outil qui manquait à la panoplie des textes de référence dans l'attribution des fréquences et le monitoring des radios dans notre pays »*.

Fondation Hirondelle

Nicolas Boissez

nicolas.boissez@hirondelle.org

Responsable de la communication et des relations publiques

links

- [Fondation Hirondelle](#)
- [Studio Tamani](#)
- [Charte des radio du Mali](#)
- [Vidéo sur la cérémonie de signature de la charte à la Maison de la Presse de Bamako](#)

dossier

L'importance de l'éducation à la paix



Des étudiants musulmans et chrétiens étudiant ensemble en Bosnie-Herzégovine. Richard Wayman/Alamy

Qu'est-ce que l'éducation à la paix ?

Par définition, l'éducation à la paix vise à lutter contre une culture de la guerre en promouvant une culture de la paix. Elle remet en question le principe selon lequel la violence est innée chez l'humaine et a pour objectif de mettre les élèves en capacité de résoudre les conflits sans violence. L'éducation à la paix ambitionne de donner aux élèves les moyens de devenir des citoyens responsables, ouverts aux différences, capables d'empathie et de solidarité, à la fois au sein et au-delà des frontières et des groupes sociaux, et capables de déconstruire les fondements de la violence et de se mobiliser pour faire progresser les perspectives de paix.

L'éducation à la paix repose sur un large éventail d'approches. Certaines se concentrent sur la promotion des compétences individuelles et interpersonnelles telles que la conscience émotionnelle, la maîtrise de soi, l'empathie, la coopération et la bienveillance. D'autres touchent les dimensions sociales, culturelles et politiques de la paix, notamment l'éducation à l'environnement, l'éducation aux droits humains, l'éducation au développement, les études interculturelles et la justice sociale.

Les écoles, lieux de violence

Les écoles traditionnelles sont souvent des lieux où la violence sévit – violence directe, culturelle et structurelle. Il n'est donc pas certain que ces dernières procurent un environnement adapté à l'ancrage des objectifs de l'éducation à la paix. Cependant, les écoles traditionnelles contribuent à façonner les valeurs, les normes et les attitudes sociales et culturelles. Par l'éducation, les écoles aident les enfants et les jeunes à nouer des relations équilibrées et créent un climat d'apprentissage sain où les jeunes s'épanouissent. Il ressort en outre d'études publiées que les actions d'éducation à la paix ont un effet positif sur les attitudes et la coopération, la réduction de la violence et le décrochage scolaire. Par exemple, en Afghanistan, le programme Help the Afghan Children's a démontré une réduction notable des différentes formes de violence à l'école et une amélioration des attitudes des enfants à l'égard de la violence contre les femmes.

Compte tenu de l'importance de l'école dans la vie des enfants et des jeunes adultes, et de la nécessité de déployer des efforts concertés pour développer des cultures de la paix au sein des milieux éducatifs, il y a tout lieu de faire progresser la connaissance et la pratique de l'éducation à la paix dans les écoles traditionnelles et de mettre en évidence le rôle crucial que les écoles peuvent jouer dans la promotion des objectifs de la paix.

Comment généraliser l'éducation à la paix ?

International Alert déduit de ses recherches que pour faire progresser concrètement l'éducation à la paix dans les écoles, il faut favoriser des relations saines et une culture scolaire pacifique; aborder les questions de violence structurelle et culturelle; tenir compte de la pédagogie choisie, et pas seulement du contenu du programme scolaire; combiner les approches de l'éducation à la paix axées sur la transformation individuelle et les relations interpersonnelles avec des perspectives sociopolitiques plus larges; et conjuguer les actions visant à faire progresser la culture de la paix dans les écoles avec des initiatives communautaires et des décisions politiques plus larges.

Généraliser l'éducation à la paix est un travail linéaire ni évident. Les écoles traditionnelles ne peuvent pas se transformer du jour au lendemain. Mais nous pouvons ambitionner de trouver l'espace nécessaire pour opérer des changements dans les systèmes existants.

[International Alert](#)

Caroline Brooks

Directrice de programme

[links](#)

- [International Alert](#)
- [Rapport sur l'éducation à la paix \(en anglais\)](#)
- [Sondage sur les perceptions de la paix \(en anglais\)](#)

pour aller plus loin

40 ans d'intervention non-violente en zones de conflit



Archives du Comité néerlandais de solidarité avec le peuple du Guatemala. CIRMA

La paix ne se résume pas en un état ou en l'absence de guerre, elle nécessite la mise en place d'un processus. Un processus qui vise l'État de droit, la non-violence, la protection des droits de l'homme, la justice sociale, le respect interculturel et la tolérance. Avec l'objectif commun de faire avancer ce processus dans les régions en conflit, un groupe de militant·e·s pacifistes expérimenté a fondé l'organisation Peace Brigades International (PBI) au Canada en 1981.

Partant du principe qu'un changement social durable dans une zone de conflit doit venir du peuple, l'approche de PBI en matière de consolidation de la paix repose sur la protection des défenseuses et défenseurs des droits de l'homme en danger. Ainsi, l'organisation suit le concept du tiers non armé intervenant dans les conflits, basé sur l'idée d'une armée de la paix de Mahatma Gandhi. Les principes de non-ingérence, de non-partisannerie et de non-violence sont essentiels à cet égard. La création d'un espace d'action inclusif et participatif est également un aspect essentiel de ce type de gestion des conflits. Après tout, une paix durable ne peut être atteinte que si un dialogue entre parties en conflit est rendu possible. C'est pourquoi PBI n'intervient que sur demande et ne soutient que les acteurs de la société civile qui œuvrent de manière non violente et légale, pour une résolution juste des conflits.

Le travail de PBI offre une protection intégrale, allant de l'accompagnement physique en passant par le plaidoyer et le travail de sensibilisation. Au niveau international, l'organisation a établi un réseau de contacts dans les domaines de la politique, de la diplomatie et de la société civile, car pour prévenir efficacement les actes violents, il faut les rendre visibles. C'est pourquoi la solidarité et la responsabilité internationale sont essentielles pour une transformation durable des conflits. D'autres méthodes efficaces telles que les ateliers sur l'accompagnement psychosocial et la sécurité numérique sont utilisées pour protéger les défenseurs des droits humains.

Considérant l'inclusion et la tolérance comme éléments cruciaux dans la consolidation de la paix, PBI met l'accent sur les hiérarchies horizontales dans sa structure organisationnelle. Tous ses membres sont traité-es de manière égalitaire, et les décisions sont basées sur un consensus multilatéral. Ses partenariats sont fondés sur la confiance mutuelle, ce qui est vital pour fournir une protection adéquate. PBI s'efforce de partager ce modèle horizontal et cette approche non violente aussi largement que possible avec d'autres organisations de la société civile.

[Peace Brigades International \(PBI\)](#)

My Hang Thai

Chargée de la collecte de fonds et du soutien aux projets

[links](#)

- [Réunion lors de la fondation de PBI, il y a 40 ans](#)

pour aller plus loin

Vers un changement de paradigme



Réunion de l'équipe de protection des femmes sur la sécurité communautaire à Bentiu au Sud-Soudan, le 24 février 2021. Nonviolent Peaceforce

Il apparaît de plus en plus clair que de nombreuses menaces qui pèsent sur le monde actuel trouvent leurs origines dans un idéal ou un paradigme mécaniste. Martin Luther King parlait d'une «civilisation axée sur le matériel». Il s'agit d'une logique de séparation de l'humain et de la nature; de fracture de l'humanité en vertu de questions de classe, de religion, d'ethnie et de genre; de la distinction entre l'individu et le vivre-ensemble. Cet état d'esprit a conduit à l'excision, l'extermination et l'extinction d'espèces, de cultures et de communautés, morcelant la société et nous éloignant de notre humanité. Il sépare les dépositaires du pouvoir des conséquences de leurs actions (Shiva, 2019). Le monde a besoin d'un paradigme différent pour survivre, un paradigme fondé sur l'interdépendance, la détermination et l'autosuffisance, une civilisation axée sur les besoins des personnes et de la planète.

Dans le monde entier, des pionnier-ères travaillent d'arrache-pied pour concrétiser ce nouveau mode de pensée. La transition d'une justice punitive à une justice réparatrice ou d'une agriculture industrielle à une agroécologie suppose de passer d'un modèle de séparation à un modèle d'association. Il est temps d'opérer un tournant similaire dans le domaine de la sécurité, qui repose tant sur les murs et la technologie, pensés pour isoler ou éloigner les menaces, permettant à quelques privilégié-e-s de profiter de sa sécurité, loin d'un autre "déshumanisé".

Dans la mesure où l'UCP, l'*unarmed civilian protection* (la protection civile non armée), peut participer à ce changement, nous œuvrons pour qu'elle soit reconnue comme un champ de pratique plutôt que comme une simple boîte à outils utilisée par certains groupes pour lutter contre la violence. L'UCP propose un regard nouveau, selon lequel la sécurité peut émerger du resserrement du lien avec l'autre, considéré comme ennemi.

Ces cinq dernières années, Nonviolent Peaceforce a contribué à la mise en place de l'UCP comme un champ de pratique. L'organisation a organisé en Asie, en Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique du Nord et en Europe des ateliers réunissant des spécialistes de terrain, des universitaires et des décideurs pour identifier les bonnes pratiques communes de ce type de travail, l'utilisation de la non-violence pour prévenir et gérer les conflits, protéger la population civile des préjudices physiques et pour contribuer à la promotion d'une paix durable. En tant que communauté de spécialistes de terrain, nous nous efforçons de consolider nos savoirs collectifs et de mieux structurer l'incidence du travail existant et son potentiel d'élargissement. La série de manifestations aura lieu l'année prochaine et s'achèvera par une conférence internationale sur l'UCP, qui devrait se tenir à Genève en 2022.

Nonviolent Peaceforce communauté considère qu'un changement de paradigme nécessite une transition initiée collectivement pour passer d'un modèle s'appuyant par défaut sur la force armée vers une approche civile, non armée et non violente de réponse au conflit et à l'insécurité. Il s'agit d'un défi de taille, dans la mesure où le système actuel du pouvoir dominant s'appuie sur l'utilisation de la force au nom d'un modèle de pensée qui ne procure aucune solution. Pour un changement systémique, nous devons aller au-delà de la simple mise en œuvre de projets. Cela nécessite une approche intégrée de la politique, du plaidoyer, de la mise en œuvre de programmes, de l'éducation et de la recherche. Nous nous efforçons d'aller au-delà de notre propre travail organisationnel pour permettre aux praticiens de l'UCP de se développer en une coalition intersectionnelle de mouvements non violents tels que la protection de la planète, la justice réparatrice et l'économie alternative. L'outil le plus puissant dont nous disposons consiste à tisser des liens entre ces univers distincts, afin de dessiner ensemble la feuille de route qui aidera la communauté mondiale à affronter les menaces existentielles avec courage et compassion.

[Nonviolent Peaceforce](#)

Huibert Oldenhuis

Conseiller en programmation stratégique

[Nonviolent Peaceforce](#)

Tiffany Easthom

Directrice

links

- [Nonviolent Peaceforce](#)

actualité

École d'été: "Ukraine – Opportunities and Challenges for Dialogue" (cours virtuel, 5 jours)



Comment les études sur la paix et les conflits peuvent-elles contribuer à la compréhension de la dynamique des conflits en Ukraine? Quelles sont les possibilités de règlement des conflits par le dialogue en Ukraine aux niveaux local, national et international? Quels sont les obstacles à appréhender?

Objectifs:

- Comprendre le conflit en Ukraine et dans la région ainsi que l'état actuel du processus de résolution.
- Analyser les acteurs clés, les moteurs et les niveaux de conflit dans le contexte de l'Ukraine.
- Évaluer les opportunités et les défis du dialogue en Ukraine au niveau local, national et international.
- Apprendre les concepts clés des études sur la paix et la façon dont ils s'appliquent à l'Ukraine.

- Échanger sur vos expériences et faire partie d'une communauté de pratique.

Date: 21 – 25 juin 2021

Délai d'inscription: 30 avril 2021

links

- [Détails et inscription](#)

actualité

“Masculinities, Marginalization, Militarism” (cours virtuel, 6 demi-journées)



Du monde universitaire à la programmation pratique, le genre a souvent été assimilé au “sexe biologique” et a été utilisé comme synonyme de “femmes”. Cela compromet le véritable potentiel analytique et émancipateur de l’analyse du genre. Ce cours offre un contrepoids à cette tendance, en soulignant le rôle des masculinités dans les conflits et la consolidation de la paix.

Objectifs:

- apprendre à comprendre les masculinités multiples comme partie intégrante de la théorie du genre ;
- examiner les liens entre les masculinités, la marginalisation et le militarisme en tant que facteurs de violence en période de conflit ;
- découvrir des approches concrètes pour transformer les masculinités néfastes et leur impact grâce à des praticiens expérimentés ;
- Réfléchir à la manière dont ces concepts, mécanismes et approches

s'appliquent à votre propre contexte ;

- Echanger sur vos expériences et faire partie d'une communauté de pratique.

Date : 30 juin – 09 juillet 2021

Délai d'inscription : 30 avril 2021

links

- [Informations et inscription](#)

calendrier

Événements et nouvelles

NOUVELLES DES MEMBRES DE KOFF

Les nouvelles de KOFF et des organisations membres se trouvent sur notre [page web](#).

COURS “UNPACKING RADICALIZATION (VIRTUAL COURSE, 2 DAYS)”

Qu'entendons-nous par processus de “radicalisation” et comment influencent-ils la paix et les conflits dans le monde d'aujourd'hui ? Discutez de manière critique de ce concept et explorez ses implications pour la pratique de la consolidation de la paix.

Dates: 06 – 07 mai 2021

Délai d'inscription: 28 février 2021

[Détails et inscription](#)

COURS “RESPONSIBLE BUSINESS CONDUCT: TRIGGERS & TRENDS (VIRTUAL COURSE, 4 HALF-DAYS)”

Apprenez-en plus sur la responsabilité des entreprises et leur impact environnemental, sur les personnes, sur les communautés locales et sur les sociétés dans lesquelles elles travaillent. Le cours se concentre en particulier sur les contextes à faibles revenus et fragiles.

Dates: 15 – 23 avril 2021

Délai d'inscription: 28 février 2021

[Détails et inscription](#)

UNIVERSITE D'ETE QUAKER DES NATIONS UNIES

En raison de la pandémie, l'université d'été aura lieu sous forme virtuelle.

L'université d'été Quaker donne l'occasion à un groupe de 25 jeunes de se réunir pour en apprendre davantage sur le travail de QUAKER au niveau international et pour développer des connaissances et des compétences en rapport avec le travail des Nations Unies. Le programme est basé sur le travail de QUNO Genève, avec un accent sur la paix, le désarmement, les droits de l'homme, la migration, les systèmes économiques durables et justes, et le changement climatique.

Date: Du 5 au 16 juillet 2021.

Délai d'inscription: 15 February 2021

[Détails et inscription](#)

Ce PDF a été généré automatiquement.
Lire à propos : www.swisspeace.ch/apropos

Éditeur	KOFF
Contact	Steinengraben 22, 4051 Bâle, Suisse Tél.: +41 (0)31 330 12 12
Rédaction	Sanjally Jobarteh, Fabian Hofmann, Maria Vogelbacher
Traduction	Übersetzergruppe Zürich, Furrer Übersetzungen
Couverture	Peinture murale de la zone de réintégration socio-économique de La Variante destinée aux anciens membres des FARC et à leurs familles : «La paix n'est pas l'absence de guerre. C'est la vertu de la vie». Creative Commons

KOFF

Die Schweizer Plattform für Friedensförderung
La plateforme suisse de promotion de la paix
La piattaforma svizzera per la promozione della pace
The Swiss platform for peacebuilding

KOFF est une plateforme d'échange et de dialogue coordonnée par swisspeace. Elle est soutenue par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes :

ae-centre	Fondation Hironnelle	mission 21
Action de Carême	Fondation Peace Nexus	miva – transporte l'aide
Alliance Sud	Fondation village d'enfants	Organisation suisse d'aide aux réfugiés
APRED	Graines de Paix	Peace Brigades International Suisse
artasfoundation	Green Cross Suisse	Peace Watch Switzerland
Baha'i	Groupe pour une Suisse sans ar- mée	Quaker United Nations Office
Brücke · Le pont	HELVETAS Swiss Intercooperation	Solidar Suisse
cfid	IAMANEH Suisse	SOS Village d'enfants
Conseil suisse pour la paix	ICP	Stiftung für Integrale Friedensförderung
Croix-Rouge Suisse	Initiative de Lucerne pour la paix et la sécurité (LIPS)	Swiss Academy for Development
DCAF	Interpeace	SWISSAID
Eirene Suisse	Ligue Suisse des femmes catho- liques	Terre des Femmes Suisse
Femmes de Paix Autour du Monde	medico international suisse	terre des hommes schweiz
Femmes pour la Paix Suisse	MIR Suisse	
Fondation Caux – Initiatives et changement		